

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Publication d'un projet de règlement à la Gazette officielle du Québec pour consultation – Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières¹

Vous trouverez, ci-dessous, le projet de règlement suivant, en versions française et anglaise :

- *Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières.*

Ce projet de règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 24 septembre 2008 (140^e année, n° 39). Le texte du projet pourra être approuvé avec ou sans modification par le gouvernement à l'expiration du délai de 45 jours à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* le 24 septembre 2008.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit à l'adresse mentionnée dans l'avis, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Le 26 septembre 2008

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

Valeurs mobilières — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières», dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis au gouvernement, qui pourra l'approuver avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à introduire dans le Règlement sur les valeurs mobilières des modifications de concordance qui font suite à la sanction de la Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives (2006, c. 50). Il vise particulièrement à supprimer du Règlement sur les valeurs mobilières les références aux articles de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) concernant les offres publiques, qui ont été abrogés par le chapitre 50 des lois de 2006. Il vise aussi à éliminer le paiement de droits sur les offres publiques d'achat sous le régime d'une dispense.

* Le Règlement d'application de la Loi sur la santé publique, approuvé par le décret numéro 756-2003 du 16 juillet 2003 (2003, G.O. 2, 3314), n'a pas été modifié depuis son approbation.

Ce projet de règlement vise également à modifier le Règlement sur les valeurs mobilières afin d'assurer les concordances nécessaires avec le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat approuvé par l'arrêté ministériel 2008-02 du 22 janvier 2008.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Mathieu Laberge, avocat à la Direction des affaires juridiques de l'Autorité des marchés financiers, 800, Square Victoria, 22^e étage, C. P. 246, tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3; numéro de téléphone: 514 395-0558 poste 2537; numéro de télécopieur: 514 864-6381; courriel: mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus à la ministre des Finances, 12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage, Québec (Québec) G1R 5L3.

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières*

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331, par. 8^o et 9^o)

1. L'article 253 du Règlement sur les valeurs mobilières est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 9^o, des mots «parts d'un fonds commun de placement ou d'actions d'une société d'investissement à capital variable» par les mots «titres d'un organisme de placement collectif».

2. L'article 267 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le texte anglais des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 8^o, du mot «issue» par les mots «additional securities».

3. L'article 271 de ce règlement est remplacé par le suivant:

* Les dernières modifications au Règlement sur les valeurs mobilières, édicté par le décret n^o 660-83 du 30 mars 1983 (1983, G.O. 2, 1511), ont été apportées par le règlement approuvé par le décret n^o 1183-2005 du 7 décembre 2005 (2005, G.O. 2, 6939), par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2008-06 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1185) et par l'article 172 de la Loi modifiant la Loi sur l'Autorité des marchés financiers et d'autres dispositions législatives (2008, c. 7). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour au 1^{er} mars 2008.

«**271.** Dans le cas d'un organisme de placement collectif qui investit tous ses avoirs dans un ou plusieurs autres organismes de placement collectif du même groupe, les droits ne sont perçus que sur la valeur globale de l'émission du premier organisme de placement collectif.

Dans le cas d'une société en commandite d'exploration minière dont le prospectus prévoit la cession des actions acquises des sociétés participantes à un organisme de placement collectif, les droits ne sont perçus que sur la valeur globale de l'émission des parts de la société en commandite, selon les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 267.».

4. L'article 271.2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4^o, des mots «une société d'investissement à capital variable ou par un fonds commun de placement» par les mots «un organisme de placement collectif».

5. L'article 271.4 de ce règlement est modifié:

1^o dans le premier alinéa:

a) dans la phrase introductive:

i. par le remplacement des mots «d'une dispense d'application de la réglementation des offres publiques» par les mots «de la dispense relative à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités prévue par règlement»;

ii. par le remplacement, dans le texte anglais, des mots «in the case of» par les mots «as the case may be,»;

b) par le remplacement du paragraphe 1^o par le suivant:

«1^o lors du dépôt de l'offre et de la note d'information prévues par règlement, 1 000 \$, et un versement correspondant à l'excédent sur 1 000 \$ des sommes suivantes:

a) dans le cas d'une offre faite uniquement au Québec, 0,02 % de la contrepartie offerte pour les titres visés par l'offre;

b) dans les autres cas, 0,02 % du quart de la contrepartie offerte au Canada pour les titres visés par l'offre;»;

c) par l'addition, après le paragraphe 1^o, du suivant:

«1.1° lors du dépôt du communiqué de presse exigé de l'auteur d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, 1 000 \$, et un versement correspondant à l'excédent sur 1 000 \$ des sommes suivantes, calculées en fonction du cours de clôture le jour précédant le dépôt du communiqué de presse et du nombre maximal de titres indiqué dans ce communiqué :

a) dans le cas d'une offre faite uniquement au Québec, 0,02 % de la contrepartie offerte pour les titres visés par l'offre ;

b) dans les autres cas, 0,02 % du quart de la contrepartie offerte au Canada pour les titres visés par l'offre ; » ;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de «du document prévu à l'article 130 ou 132 de la Loi concernant une modification des conditions initiales de l'offre ou un changement appréciable dans les faits sur lesquels est fondée la note d'information» par les mots «de l'avis de changement ou de modification» ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots «La société visée» par les mots «L'émetteur visé».

6. L'article 271.4.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de «prévus au paragraphe 3° de l'article 121 de la loi» par les mots «ou de l'annonce prévue sous le régime d'une dispense relative à une offre publique à l'étranger ou d'une dispense *de minimis* prévue par règlement».

7. L'article 271.5 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 6° :

1° par l'insertion, dans le sous-paragraphe *a* et après les mots «du dirigeant», des mots «ou de l'administrateur», et après les mots «des dirigeants», des mots «et des administrateurs» ;

2° par l'insertion, dans les sous-paragraphe *b* et *c* et après le mot «dirigeant», des mots «ou de l'administrateur».

8. L'article 271.6 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1°, des mots «de l'application de l'article 145 de la Loi donnant lieu à une audience» par les mots «relative à une offre publique d'achat ou de rachat».

9. L'article 271.11 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots «fonds commun de placement» par les mots «organisme de placement collectif» ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots «du fonds» par les mots «de l'organisme de placement collectif».

10. L'article 271.14 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «Tout initié ou dirigeant» par les mots «Tout initié, dirigeant ou administrateur».

11. Le présent règlement entre en vigueur le 2008. 50613

Publication of draft Regulation in the Gazette officielle du Québec for comment – Regulation to amend the Securities Regulation¹

Below are the English and French versions of the following draft Regulation:

- *Regulation to amend the Securities Regulation.*

This draft Regulation was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* dated September 24, 2008 (Vol. 140, No. 39). The text of the draft Regulation may be approved by the government, with or without amendment, after 45 days have elapsed since its publication in the *Gazette officielle du Québec* on September 24, 2008.

Comments regarding the above may be made in writing to the address given in the notice before the expiry of the 45-day period from the date of publication in the *Gazette officielle du Québec*.

September 26, 2008

¹ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)

Securities — Amendments

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the Regulation to amend the Securities Regulation, appearing below, may be submitted to the Government, which may approve it with or without amendment, on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation introduces consequential amendments into the Securities Regulation following the assent of the Act to amend the Securities Act and other legislative provisions (2006, c. 50). It strikes out from the Securities Regulation the references to the sections of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1) concerning take-over bids, that were revoked by chapter 50 of the Statutes of 2006. It also eliminates the payment of fees on take-over bids in reliance on an exemption.

The draft Regulation also amends the Securities Regulation in order to ensure compliance with Regulation 62-104 respecting take-over bids and issuer bids approved by Minister's Order 2008-02 dated 22 January 2008.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Mathieu Laberge, Direction des affaires juridiques, Autorité des marchés financiers, 800, Square Victoria, 22^e étage, C. P. 246, tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3; telephone: 514 395-0558, extension: 2537; fax: 514 864-6381; e-mail: mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 12, rue Saint-Louis, 1^{er} étage, Québec (Québec) G1R 5L3.

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,
Minister of Finance

* The most recent amendments to the Regulation respecting road vehicle registration, made by Order in Council 1420-91 on 16 October 1991 (1991, *G.O.* 2, 5881), were made by the resolution number 265-2007 on 28 March 2007 (2007, *G.O.* 2, 1309). For earlier amendments, see the *Tableau des modifications et Index sommaire*, Éditeur officiel du Québec, 2008, updated to 1 March 2008.

Regulation to amend the Securities Regulation*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331, subpars. (8) and (9))

1. Section 253 of the Securities Regulation is amended by replacing the words “units of an incorporated mutual fund or an unincorporated mutual fund” in subparagraph (9) with the words “securities of a mutual fund”.

2. Section 267 of the Regulation is amended by replacing the word “issue” in subparagraphs *a* and *b* of subparagraph (8) in the English text with the words “additional securities”.

3. Section 271 of the Regulation is replaced by the following:

“**271.** In the case of a mutual fund which invests all its assets in one or more other mutual funds of the same group, the fees are payable only on the gross value of the securities distributed by the first mutual fund.

In the case of a mining exploration limited partnership where the prospectus provides for the transfer of the shares acquired from the participating companies to a mutual fund, the fees are payable only on the gross value of the securities distributed by the limited partnership in accordance with the provisions of subparagraph 3 of section 267.”

4. Section 271.2 of the Regulation is amended by replacing the words “an incorporated and an unincorporated mutual fund” in paragraph (4) with the words “a mutual fund”.

5. Section 271.4 of the Regulation is amended:

(1) in the first paragraph:

(a) in the introductory phrase:

i. by replacing the words “an exemption from take-over bid and issuer bid rules” with the words “a normal course issuer bid exemption prescribed by regulation”;

ii. by replacing the words “in the case of” in the English text with the words “as the case may be,”;

(b) by replacing subparagraph 1 with the following:

“(1) at the time of filing the bid and the take-over or issuer bid circular prescribed by regulation, \$1,000, and a payment equal to the surplus over \$1,000 of the following amounts:

(a) where the bid is made only in Québec, 0.02% of the consideration offered for the securities that are the subject of the bid;

(b) in the other cases, 0.02% of 25% of the consideration offered in Canada for the securities that are the subject of the bid;”;

(c) by adding the following after paragraph 1:

“(1.1) at the time of filing the press release required of the person who makes a normal course issuer bid, \$1,000, and a payment equal to the surplus over \$1,000 of the following amounts, established on the basis of the closing price on the day preceding the filing of the press release and of the maximum number of securities indicated in the press release:

(a) where the bid is made only in Québec, 0.02% of the consideration offered for the securities that are the subject of the bid;

(b) in the other cases, 0.02% of 25% of the consideration offered in Canada for the securities that are the subject of the bid;”;

(d) by replacing “notice prescribed by section 130 or 132 of the Act respecting a change in the initial terms of the bid or a significant change in the facts on which the circular is based” in subparagraph (2) with the words “notice of change or notice of variation”;

* The Securities Regulation, enacted pursuant to Order-in-Council No. 660-83 dated March 30, 1983 (1983, *G.O.* 2, 1269), was last amended by the regulation approved under Order-in-Council No. 1183-2005 dated December 7, 2005 (2005, *G.O.* 2, 5159), by the Regulation to amend the Regulation approved by Ministerial Order No. 2008-06 dated March 4, 2008 (2008, *G.O.* 2, 726) and by section 172 of the Act to amend the Act respecting the Autorité des marchés financiers and other legislative provisions (2008, c. 7). For previous amendments, refer to the *Tableau des modifications et Index sommaire*, Éditeur officiel du Québec, 2008, updated to March 1, 2008.

(2) by replacing the words “The offeree company” in the second paragraph with the words “The offeree issuer”.

6. Section 271.4.1 of the Regulation is amended by replacing “prescribed in subparagraph 3 of the first paragraph of section 121 of the Act” with the words “or the advertisement provided for under a foreign take-over or issuer bid exemption or a *de minimis* exemption prescribed by regulation”.

7. Section 271.5 of the Regulation is amended, in paragraph (6):

(1) by adding, in subparagraph *a* in the French text, the words “ou de l’administrateur” after the word “dirigeant” and the words “et des administrateurs” after the words “des dirigeants”;

(2) by adding, in subparagraphs *b* and *c* in the French text, the words “ou de l’administrateur” after the word “dirigeant”.

8. Section 271.6 of the Regulation is amended by replacing the words “from the requirement prescribed by section 145 of the Act, giving rise to a hearing” in paragraph (1) with the words “related to a take-over or issuer bid”.

9. Section 271.11 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words “An unincorporated mutual fund” in the first paragraph with the words “A mutual fund”;

(2) by replacing the words “du fonds” in the second paragraph of the French text with the words “de l’organisme de placement collectif”.

10. Section 271.14 of the Regulation is amended by replacing the words “Any insider or senior executive” with the words “Any insider, officer or director”.

11. This Regulation comes into force on 2008.

8952